



Le bilan économique de Mahmoud Ahmadinejad : échec et mise en perspective

Charlotte Karagueuzian

Chercheure invitée sur l'axe Moyen-Orient

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques - UQÀM

À l'approche des élections présidentielles prévues en juin 2009, les critiques à l'intérieur de l'Iran se multiplient face à la politique économique de Mahmoud Ahmadinejad. Cet acteur de la scène politique iranienne avait été élu président de la République Islamique d'Iran en juin 2005, grâce à une campagne électorale basée sur des engagements de politique intérieure, tels que le bien-être économique et social ou la restauration de la morale islamique. La mise en œuvre de son programme de « justice sociale » a essentiellement consisté en l'injection massive de pétrodollars dans l'économie iranienne, sous forme de prêts à faible taux d'intérêt et de subventions aux populations défavorisées qui avaient largement voté pour lui. Aujourd'hui, à quelques mois des élections présidentielles, quel est le bilan économique de Mahmoud Ahmadinejad ? Et quel en est l'impact sur la popularité du président iranien ?

Un système financier asphyxié

Malgré les réticences de la Banque Centrale Iranienne¹, Mahmoud Ahmadinejad décide de réduire le taux d'intérêt des banques². Comme ces dernières ont commencé à prêter de

¹ À l'époque, Ebrahim Sheibani dirigeait la Banque Centrale Iranienne. À noter qu'il occupait également ce poste sous le gouvernement Khatami.

l'argent à des taux très alléchants, les crédits ont proliféré. Pour se couvrir, les banques demandaient aux emprunteurs de leur fournir des garanties. Les gages les plus sûrs étant les biens immobiliers, une bonne partie des Iraniens s'est donc mise à investir dans le secteur de l'immobilier, pensant faire d'une pierre deux coups : réaliser un placement qui ne pouvait que s'apprécier et trouver un moyen de fournir des gages acceptables aux banques. On a ainsi pu observer une hausse vertigineuse des prix de l'immobilier à Téhéran.

Le taux d'intérêt étant désormais inférieur à l'inflation³, les Iraniens, au lieu de rembourser leur emprunt, ont mis la pression sur les banques avec de nouveaux gages pour contracter des prêts supplémentaires. Puisque le pourcentage du crédit non remboursé avait atteint des proportions intolérables, ces dernières se sont très vite retrouvées dans une situation de rareté de devises et les banques d'État⁴ se sont mises à retirer de l'argent sur leur compte à la Banque Centrale. Ce phénomène a donc été à l'origine d'une création de masse monétaire importante sur le marché et a beaucoup ravivé les pressions inflationnistes.

C'est dans ce contexte qu'Ebrahim Sheibani démissionne en août 2007 et que Mahmoud Ahmadinejad nomme Tahmasb Mazaheri pour lui succéder à la tête de la Banque Centrale Iranienne en septembre 2007. Ce dernier n'hésite alors pas à s'opposer ouvertement au programme économique expansionniste du président. Il annonce l'alignement des taux d'intérêt sur l'inflation, afin de décourager les crédits. En parallèle, il lance un plan d'assainissement des comptes des banques d'État en gelant leur compte auprès de la Banque Centrale, afin que ces dernières poussent au remboursement des crédits pour retrouver des ressources réelles. Le problème était que l'argent prêté par les banques avait plus servi à construire des tours au nord de Téhéran qu'à investir dans des activités productives : les crédits avaient été utilisés pour des « projets bidons ». Les gens

² En mars 2006, le Conseil de la Monnaie et du Crédit à la Banque Centrale Iranienne décide de baisser les taux d'intérêt sur les emprunts de 16% à 14% pour les banques publiques, et de ramener ce taux à 17% pour toutes les banques privées. En mai 2007, ce taux sera réduit à 12% pour toutes les banques.

³ Central Bank of Iran, *Economic Trends* n°52, 2008/2009. Selon la Banque Centrale Iranienne, le taux d'inflation avoisinait les 23,3% pour août 2007 à août 2008, alors qu'elle se situait à 15,2 % en 2004.

⁴ Les banques d'État contrôlent la majorité du secteur bancaire en Iran.

ne pouvaient donc pas rembourser leurs prêts et les banques n'ont de fait reçu aucune liquidité.

Des activités productives laminées

L'économie iranienne s'est ainsi retrouvée dans une situation paradoxale, caractérisée par l'existence d'une masse de liquidités absolument énorme, mais qui n'était pas dans les mains de ceux qui doivent l'utiliser. En effet, le manque de liquidités bancaires, ajouté à l'allocation trop poussée des crédits à l'égard des activités non productives, a privé les industries iraniennes de source de financement et a contribué à mettre à mal un secteur clé de développement économique dans le pays.

L'appareil de production national a également subi l'inflation de plein fouet. La hausse des coûts de production s'est notamment reflétée au niveau de l'augmentation des salaires⁵ et du prix élevé des composantes industrielles locales. En revanche, les entreprises iraniennes se sont retrouvées dans l'incapacité d'ajuster leurs prix de vente à cette nouvelle donne, puisque la politique de Mahmoud Ahmadinejad était tout justement de ne pas augmenter les prix sur le marché au nom de la lutte contre l'inflation⁶.

Le secteur productif est lui aussi laminé par les remaniements gouvernementaux, particulièrement fréquents depuis 2005, qui nuisent à l'élaboration d'une politique économique et industrielle iranienne stable. À titre d'exemple, suite à la démission de Davoud Daneshjafari en avril 2008, le ministère de l'Économie et des Finances a été géré par intérim pendant des mois⁷. En outre, bon nombre des nouveaux responsables sous le gouvernement d'Ahmadinejad sont « parachutés » à leur poste sans détenir suffisamment de connaissances ou d'expérience.

⁵ Le ministre du travail Mahmoud Djahomri, partisan de Mahmoud Ahmadinejad, avait milité pour une augmentation des salaires de 40%.

⁶ La plupart des grandes entreprises iraniennes sont aujourd'hui soit publiques, soit privées avec une participation directe de l'État ne dépassant pas les 40% à 45%. Cependant, les conseils d'administration, les directeurs généraux et les prix de vente de ces entreprises nouvellement privatisées restent déterminés par les instances étatiques iraniennes.

⁷ Davoud Daneshjafari avait ouvertement critiqué le budget 2008/2009 proposé par Mahmoud Ahmadinejad.

Qui plus est, les sanctions onusiennes et américaines récemment émises à l'encontre de l'Iran⁸ ont restreint le nombre de banques étrangères et iraniennes prêtes à ouvrir des lettres de crédit aux entreprises, affaiblissant sérieusement les capacités industrielles dans le pays.

Une rente pétrolière volatile

S'il ne peut réellement compter sur les activités productives du pays, comment Mahmoud Ahmadinejad finance-t-il sa politique populiste? Eût égard à ses riches réserves énergétiques (deuxième réserve prouvée de pétrole après l'Arabie Saoudite), l'État iranien obtient 80% des recettes budgétaires via ses exportations pétrolières. Un Fond de Stabilisation des revenus pétroliers, géré par la Banque Centrale Iranienne, avait été créé par le président sortant, Mohammad Khatami. L'objectif était de pallier à la volatilité du prix du baril de pétrole en économisant les surplus obtenus de l'exportation du pétrole par rapport aux prévisions budgétaires.

Avec un prix du baril supérieur à 60 dollars américains depuis mars 2007, une bonne partie des revenus pétroliers aurait dû être mise de côté, dans le Fond de Stabilisation destiné à cet effet. Cependant, les dirigeants de la Banque Centrale Iranienne⁹, qui se sont tous opposés à la politique économique laxiste poursuivie par Mahmoud Ahmadinejad, ont affirmé que le gouvernement avait largement dépassé le budget prévu pour les dépenses courantes en puisant dans le Fond de Stabilisation des revenus pétroliers. La rente pétrolière a donc permis à Mahmoud Ahmadinejad de mettre sur pied un certain nombre de politiques populistes.

⁸ Ces sanctions ont été émises du fait que la communauté internationale soupçonne l'Iran de poursuivre un programme nucléaire à finalité militaire. À ce titre, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté les résolutions 1737 et 1747, assorties à de fortes recommandations du Trésor américain. Alors que l'Iran a de grands problèmes pour financer ses importations, ces instruments de pression exigeaient la cessation des opérations bancaires nouvelles avec l'Iran.

⁹ Courrier International (Extraits traduits de Sadegh Zibakalam, du quotidien progressiste iranien Etemad-e Melll, Téhéran), « Iran. Ahmadinejad et les dollars du pétrole », n°945, du 11 au 17 décembre 2008, p. 32.

Et le Fonds de Stabilisation s'est donc appauvri ; il ne pourra pas éternellement financer les programmes sociaux du président iranien. D'autant plus que le prix du baril de pétrole est en chute libre depuis décembre 2008¹⁰ et que, par conséquent, une sérieuse baisse des recettes pétrolières vient alimenter les pressions pour que le gouvernement coupe dans ses dépenses courantes.

Déjà, en juin 2007, le parlement avait poussé le gouvernement à réduire les subventions à l'essence, puisqu'une partie excessive des dépenses du gouvernement avait été affectée à ce poste. Il faut savoir que depuis plusieurs années, l'Iran connaît une croissance de consommation d'essence élevée¹¹, essentiellement en raison de son manque de raffineries modernes, de sa croissance démographique soutenue et du développement important de son parc automobile. Par ailleurs, la politique de fortes subventions sur le prix de l'essence menée par le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad a conduit à une surconsommation de l'essence, et donc à une poussée des importations de pétrole raffiné. Suite aux pressions du parlement à la fin de l'année 2007, le prix de l'essence subventionnée a légèrement augmenté et sa quantité a été davantage rationnée. Cette décision avait alors soulevé des vagues d'irritation au sein de la population iranienne.

Une popularité en berne

Tandis que les ressources financières de l'État se raréfient, le niveau de vie de la population iranienne se détériore de jour en jour et Mahmoud Ahmadinejad a de plus en plus de mal à faire valoir sa politique économique, auprès de la population d'abord, mais également au sein de sa propre base politique.

L'inflation galopante, alimentée par la politique expansionniste du gouvernement, concerne tout particulièrement le logement et les denrées alimentaires. Naturellement, elle a conduit à un fort mécontentement dans la population iranienne. Les classes populaires, qui constituaient le cœur de l'électorat de Mahmoud Ahmadinejad, sont

¹⁰ Le prix du baril de pétrole est passé en dessous des 38 dollars américains le 13 janvier 2009.

¹¹ La croissance de la consommation d'essence est de l'ordre de 3% par an.

évidemment les premières touchées par la flambée des prix. Cependant, les mécontentements se font surtout ressentir au niveau de la classe moyenne. Il est vrai que les personnes défavorisées s'identifient aux idéaux revendiqués par Mahmoud Ahmadinejad : elles reprochent l'inégalité sociale, ou encore la dissolution des mœurs, et ont peut-être même perdu un proche durant la guerre Iran-Irak¹². La solidarité familiale et la pratique d'un voire de deux métiers (la plupart du temps, de manière informelle) aident la population à faire face à la hausse des prix. Mais, ce sont surtout les réseaux d'entraide religieux et l'importance des subventions gouvernementales, allouées en priorité aux catégories défavorisées, qui permettent d'adoucir ce choc inflationniste : hausse des salaires ou des pensions, distribution d'actions d'entreprises d'État¹³, subventions sur les denrées de base...

Sur fonds de crise économique, Mahmoud Ahmadinejad avait déclaré en septembre 2008 qu'il allait supprimer les subventions allouées aux activités productives de l'économie iranienne pour les distribuer directement aux classes défavorisées. Le gouverneur de la Banque Centrale Iranienne, Tahmasb Mazaheri, avait refusé d'appliquer cette politique car elle génèrerait de l'inflation : un an à peine après sa nomination, ce dernier est limogé en septembre 2008. À l'approche des élections présidentielles de juin 2009, la stratégie politique de Mahmoud Ahmadinejad est claire - préserver à tout prix les groupes sociaux qui l'avaient portés à la présidence en 2005- mais elle est risquée.

Un débat politique en pleine effervescence

Eût égard à la crise économique et à son impopularité croissante, la mobilisation des populations qui sont fidèles à Mahmoud Ahmadinejad nécessite un soutien extrêmement solide de la base politique du président iranien. Mais aujourd'hui, des critiques se font entendre sur son programme économique au sein même de son gouvernement, comme l'a

¹² Mahmoud Ahmadinejad est un vétéran de la guerre Iran-Irak. En outre, les familles des victimes de guerre perçoivent des subventions.

¹³ Ces « actions égalitaires » ne rapportent cependant pas énormément d'argent à ses nouveaux propriétaires, puisque les entreprises d'Etat étant souvent peu rentables, sinon déficitaires.

montré l'opposition du ministre de l'Économie et des Finances, Davoud Daneshjafari, au budget 2008/2009 proposé par Mahmoud Ahmadinejad.

Parmi les réseaux qui appuient politiquement le président iranien, les premiers figurants sont les Gardiens de la Révolution (*Pasdaran*), une institution paramilitaire, et les Mobilisés (*Bassidji*), une police des mœurs dont il est lui-même issu¹⁴, supervisée par les Gardiens de la Révolution et qui vise à pérenniser le caractère révolutionnaire des institutions du régime et de la société. Les membres de ces organisations de sécurité parallèle sont nombreux et les liens qui tissent ces groupes se sont particulièrement solidifiés durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Une grande partie de ces vétérans ont été démobilisés après la guerre ; ils ont repris les études, occupé des emplois réservés dans les administrations ou obtenu des subventions pour créer des entreprises dans le commerce ou l'industrie. Aujourd'hui, ils détiennent des postes clés dans le gouvernement. Leur soutien à la mouvance politique *Abadgaran*¹⁵ avait ainsi permis à cette dernière de gagner les élections municipales de 2003 et législatives de 2004, pour enfin porter Mahmoud Ahmadinejad à la présidence en juin 2005.

Bien que l'esprit de corps de ces groupes paramilitaire et révolutionnaire a fonctionné sur le plan politique, ils sont emprunts de rivalités internes et ne constituent pas un groupe monolithique. Cela s'est nettement reflété sur la scène politique iranienne lors des élections législatives de 2008, qui a marqué la victoire des conservateurs, mais a également vu se formaliser les tensions à l'intérieur du propre camp de Mahmoud Ahmadinejad : le « Front Uni des défenseurs des principales » réunissait ses fidèles, tandis que la « Coalition élargie des défenseurs des principes » affichait un nombre croissant de personnalités critiques envers la politique menée par le président iranien, telles qu'Ali Larijani et Mohammad Baqer Qalibaf. Ces derniers s'étaient, par ailleurs,

¹⁴ Selon le site officiel de la présidence de la République Islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad est issu des Bassidji. Aucune mention n'est faite de son intégration aux Gardiens de la Révolution.

¹⁵ La mouvance politique *Abadgaran* regroupait ces « nouveaux conservateurs » issus des filières paramilitaires du régime. Mahmoud Ahmadinejad, affilié à ce groupe, en a fait sa première base d'appui. À noter que d'autres réseaux ont également soutenu l'ascension politique de Mahmoud Ahmadinejad, telle que la Société Islamique des Ingénieurs, dont il est lui-même membre (il est ingénieur de formation).

tous deux portés candidats aux élections présidentielles de 2005¹⁶. C'est ainsi qu'Ali Larijani, président de la nouvelle législature iranienne, avait déclaré : « la situation économique étant la principale préoccupation des gens, il faut un Parlement actif pour mettre de l'ordre dans l'économie »¹⁷.

Un deuxième mandat présidentiel compromis ?

À l'approche des élections présidentielles de juin 2009, la gestion économique laxiste du pays par Mahmoud Ahmadinejad est en effet devenu le débat essentiel de politique intérieure. Le bilan économique du président iranien est désastreux : inflation galopante, activités industrielles et bancaires qui tournent au ralenti, recettes pétrolières dilapidées. L'impopularité du président iranien est nette et les alliances politiques n'ont pas hésité à se restructurer autour de la question économique pour mobiliser un électorat durement touché par la crise.

Dans un pays caractérisé par l'absence de partis politiques formels¹⁸, les groupements politiques sont des mouvances fluides, sans attache, qui se forment et se déforment de manière à répondre à la réalité du moment. La composition du nouveau parlement montre bien que les conservateurs ne constituent pas un bloc uni et la présence importante d'indépendants suggère de nouvelles alliances pour les mois à venir.

¹⁶ Ali Larijani et Mohammad Baqer Qalibaf sont des anciens *Pasdarans*. Mohammad Baqer Qalibaf succède à Mahmoud Ahmadinejad au poste de maire de Téhéran lorsque ce dernier devient président de la République Islamique d'Iran en 2005.

¹⁷ Monique Mas, « Ahmadinejad face à Larijani », *Le Figaro*, 25 août 2008.

¹⁸ Le dernier véritable parti politique en Iran, le Parti de la République Islamique, avait été créé à la révolution pour réunir la base politique de Khomeiny. Khomeiny avait accepté sa dissolution en 1987, suite aux divergences entre les factions à l'intérieur du parti ; il est inactif depuis ce temps.